



ᑕᑕᑕᑕ ᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕ ᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕᑕ ᑕᑕᑕᑕᑕᑕ
Comité consultatif de l'environnement Kativik
Kativik Environmental Advisory Committee

Kuujuaq, le 10 novembre 2022

Madame Maude Durand

Directrice par intérim

Bureau de la stratégie législative et réglementaire

Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

900, boulevard René-Lévesque Est, bureau 800

Québec (Québec) G1R 2B5

Objet: Préconsultation du Projet de règlement omnibus du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Madame Durand,

Le Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) a été créé en vertu du chapitre 23 de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*. Le CCEK est un organisme consultatif en matière de protection de l'environnement et du milieu social du Nunavik auprès des gouvernements responsables. En cette matière, il est l'intermédiaire privilégié et officiel des gouvernements du Canada et du Québec ainsi que de l'Administration régionale Kativik (ARK) et des villages nordiques.

Le CCEK apprécie d'avoir été contacté dans le cadre de la préconsultation. Pour que cet exercice puisse être réalisé à son plein potentiel, le comité apprécierait toutefois une période de préconsultation un peu plus longue.

Vous trouverez ci-dessous les principaux enjeux soulevés par l'analyse du document que vous nous avez fourni.

Formulaires et prestation électronique de service

Dans plusieurs règlements, des articles seront ajoutés pour encadrer le type de formulaire à utiliser pour les communications avec le ministère. La langue et l'accessibilité de ces formulaires sont une préoccupation importante pour le CCEK. Au Nunavik, les habitants inuits de la région communiquent généralement en inuktitut et en anglais. Il est primordial que toute documentation ayant des impacts réglementaires puisse être accessible dans ces deux langues afin d'être comprise par la population, ou au minimum être fournie en anglais pour permettre aux entités responsables de les compléter et d'être en mesure de les comprendre adéquatement.

Dans quelques règlements, des articles viennent encadrer la nécessité de passer par la prestation électronique pour la transmission des formulaires. Au Nunavik, les services internet sont limités et leur fiabilité est aléatoire. Des alternatives doivent être disponibles pour la transmission de la documentation, pour ne pas pénaliser les résidents du Nunavik et des autres régions éloignées.

Secrétariat du CCEK

C. P. 930, Kuujuaq (Québec) J0M 1C0

Tél. : 819-964-2961, poste. 2287

Courriel : bpatenaude@krg.ca

Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère

Dans les modifications proposées au Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère, celles pour les articles 197 et 202 visent à préciser que les modélisations doivent inclure toutes les sources sur un site, et pas seulement les nouvelles sources ou les sources modifiées, de façon à tenir compte de l'impact cumulatif des émissions sur la qualité de l'air ambiant. Le CCEK s'est souvent prononcé en faveur d'une meilleure compréhension des impacts cumulatifs des projets de développements et de leurs conséquences sur l'environnement et le milieu social. La considération des impacts cumulatifs devrait être mieux intégrée dans l'ensemble des réglementations environnementales. Ainsi, le CCEK supporte les modifications proposées au Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère.

Cohérence entre les règlements

Le CCEK supporte le besoin exprimé dans le document de préconsultation d'assurer une cohérence entre les différents règlements. Nous tenons toutefois à souligner que, dans les modifications réglementaires précédentes, le gouvernement du Québec a généralement opté pour l'incorporation par renvoi pour assurer cette cohérence, soit le fait de complètement retirer des listes d'activités ou des définitions d'un règlement pour la remplacer par une référence à un autre règlement. Si nous comprenons que cette stratégie permet de faciliter les mises à jour réglementaire, nous tenons à souligner qu'elle rend les règlements très lourds à lire et à comprendre. Le personnel responsable d'appliquer les règlements dans les communautés nordiques a généralement des rôles variés, qui lui demandent de devoir appliquer une multitude de lois et de règlements provenant de nombreuses législations et traitant d'une grande variété de sujets. Il s'agit rarement d'experts spécialisés sur une seule réglementation et le langage législatif très technique nuit parfois à leur compréhension. Les définitions précises, les termes simples, les exigences claires et la diminution des incorporations par renvoi représentent de bonnes façons de rendre les règlements plus accessibles et ainsi plus faciles à mettre en œuvre. Les modifications réglementaires devraient, dans la mesure du possible, simplifier la compréhension de ces règlements plutôt que de la complexifier.

Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement

Le CCEK n'est pas favorable à la modification à l'article 328 du Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement visant à exempter le démantèlement d'un bâtiment non résidentiel lorsqu'il est situé en littoral, rive et tourbière ouverte. S'il est certainement souhaitable que ces bâtiments soient retirés de ces milieux sensibles, le démantèlement doit être encadré adéquatement pour limiter les risques de contamination. Les milieux hydriques sont d'une grande sensibilité, particulièrement en territoire nordique, et une exemption complète de ces activités ne permettrait pas d'encadrer correctement les travaux ni d'en assurer un suivi adéquat.

Pour des raisons similaires, le comité n'est pas favorable non plus à la modification prévue à l'article 340.2 prévoyant l'exemption du démantèlement d'un bâtiment résidentiel principal, un bâtiment accessoire ou un ouvrage accessoire situé en rive ainsi que l'exemption du déplacement d'un bâtiment résidentiel principal situé en rive.

Le comité croit que l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel principal situé en rive lorsque réalisé sous le niveau du sol ou la modification substantielle d'un bâtiment résidentiel principal situé en rive sont des activités risquées dans le contexte actuel des changements climatiques. Nous croyons que ce type de modification devrait faire l'objet d'une analyse pour juger de la pertinence et de la durabilité de ces travaux et ne devrait donc pas être exemptée. Dans le contexte particulier du Nunavik, il est d'autant plus important de tenir compte des changements climatiques lors de construction ou modification de bâtiments en zones sensibles, comme les milieux riverains. Les contraintes de pergélisol s'ajoutent à celles des milieux hydriques, rendant ces zones d'autant plus instables et peu propices aux constructions durables.



ᑲᑎᑏᑦ ᑦᑕᑎᑦᑎᑦᑕᑦ ᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᑲᑎᑎᑦᑕᑦ
 Comité consultatif de l'environnement Kativik
 Kativik Environmental Advisory Committee

November 10, 2022

Ms. Maude Durand
 Interim Director
 Office of Legislative and Regulatory Strategy
 Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
 900, boulevard René-Lévesque East, Office 800
 Québec, QC
 G1R 2B5

Subject: Pre-consultation on the Draft Omnibus Regulation of the Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Ms. Durand,

The Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) was created under Section 23 of the *James Bay and Northern Quebec Agreement*. The KEAC is an advisory body to responsible governments regarding the protection of the environmental and social milieus of Nunavik. In this regard, it is the preferential and official forum for the governments of Canada and Québec as well as the Kativik Regional Government (KRG) and the Northern Villages.

The KEAC appreciates having been contacted as part of the pre-consultation process. However, in order for this exercise to have been carried out to its full potential, the committee would have appreciated a slightly longer reflection period.

Below are the key issues raised by the analysis of the document you provided.

Forms and Electronic Service Delivery

In several regulations, sections will be added to govern the type of form to be used for communications with the Ministry. Language and accessibility of these forms is a major concern for the KEAC. In Nunavik, Inuit residents generally communicate in Inuktitut and English. It is essential that any documentation with regulatory impacts be accessible in both languages or be provided in English as a minimum to ensure that the entities responsible for completing them can adequately understand them.

In some regulations, there are sections that address the need to have forms transmitted electronically. In Nunavik, internet services are limited and often unreliable. Alternatives must be available for the transmission of documentation so as not to penalize residents of Nunavik and other remote regions.

KEAC Secretariat
 P.O. Box 930, Kuujuaq QC J0M 1C0
 Tel.: 819-964-2961, ext. 2287
 Fax: 819-964-0694
 Email: bpatenaude@krq.ca

Clean Air Regulation

In the proposed amendments to the *Clean Air Regulation*, those for sections 197 and 202 are intended to specify that modeling must include all sources on a site, not just the constructed or modified sources, in order to quantify the cumulative effect of emissions on ambient air quality. The KEAC has often campaigned for a stronger understanding of the cumulative impacts of development projects in Nunavik, and their consequences on the natural and social environments. Considerations for cumulative impacts should be integrated in all environmental regulations and therefore the KEAC supports these modifications.

Consistency between regulations

The KEAC supports the pre-consultation document's reference to the need for consistency between the various regulations. However, we would like to point out that in previous regulatory amendments, the Government of Quebec has generally opted for incorporation by reference to ensure this consistency, i.e., to completely remove lists of activities or definitions from one regulation and replace it with a reference to another regulation. While we understand that this strategy facilitates regulatory updates, we would like to point out that it makes the regulations very cumbersome to read and understand. The people who must enforce these regulations in northern communities generally have a variety of roles that require them to apply a multitude of laws and regulations from many different legislations and dealing with a wide variety of subjects. They are rarely experts on a single regulation and the highly technical legislative language sometimes hinders their understanding of the various documents. Precise definitions, simple terms, clear requirements, and less incorporation by reference are therefore, in our view, good ways to make the regulation more accessible, and thus easier to implement. Regulatory amendments should, as much as possible, simplify rather than complicate the regulatory comprehension.

Regulation respecting the supervision of activities with respect to their impact on the environment

The KEAC is not in favour of the amendment to section 328 of the *Regulation respecting the control of activities having an impact on the environment* to exempt the dismantling of a non-residential building when it is located on a shoreline, riverbank or open peat bog. While it is certainly desirable that these buildings be removed from these sensitive environments, dismantling must be properly supervised to limit the risks of contamination. Water environments are very sensitive, particularly in northern territories, and a complete exemption from these activities would not allow for proper supervision nor adequate monitoring.

For similar reasons, the Committee is not in favour of the amendment to section 340.2 providing for the exemption of the dismantling of a main residential building, an accessory building or an accessory structure located on the shoreline, as well as the exemption of the moving of a main residential building located on the shoreline.

The Committee believes that the underground expansion of a main residential building or the substantial alteration of such a building located on the shoreline are risky activities in the current climate change context. We believe that these types of activities should be subject to an analysis in order to judge the relevance and sustainability of the work and therefore not exempted. In the particular context of Nunavik, it is all the more important to take climate change into account when constructing or modifying buildings in sensitive areas, such as riparian environments. The constraints of permafrost are added to those of water environments, making these areas all the more unstable and not very conducive to sustainable construction.

Regulation on threatened or vulnerable plant species and their habitats

The KEAC is concerned about the proposal to increase the exemptions from the prohibition on the destruction of habitats and individuals set out in the *Regulation respecting threatened or vulnerable plant species and their habitats*. We understand why these exemptions may be necessary, but also wish to ensure that the conditions that will be imposed will provide adequate protection for individuals and their habitats. The need to protect these species and their habitats is well established, and a weakening of the protection afforded by this regulation does not seem to be consistent with biodiversity conservation objectives.

Public Registry

We believe that this regulatory omnibus could be a good opportunity to improve the environmental assessment registry. As mentioned in our letter of June 22, 2022, in Title I of the *Environment Quality Act (EQA)*, sections 23 and 23.1 require a person or municipality that applies to the Minister for an authorization to provide certain information and documents, which then become available to the public, except for those whose confidentiality has been validated by the Minister. These sections do not apply to Title II jurisdictions, which limits the transparency and accessibility of records in those jurisdictions. The current operation and publication strategy, which relies on the good faith of the promoters, does not allow for a complete and adequate picture of the information available on upcoming or ongoing projects in the territory of Nunavik. The KEAC therefore proposes that this concern be considered and that sections similar to sections 23 and 23.1 of the EQA be incorporated into Title II of the EQA.

As mentioned previously, the short time frame allotted for this pre-consultation did not allow the committee to thoroughly analyze all of the proposed amendments. In addition, this time frame did not permit us to consult with our partners responsible for enforcing the various regulations in the territory. Please note that several of these modifications could have a significant impact on the applicability of the regulations in northern territories, and that it is therefore essential that a dialogue be established, in particular with the KRG, to ensure that these new standards are adapted to northern realities.

Best regards,



Alexandre-Guy Côté
Chairperson KEAC